Préfecture
Direction des collectivités
locales et de l'aménagement
Bureau des relations
avec les collectivités

## ARRETE

portant institution d'une régie de recettes auprès de la police rurale de la commune de Bellegarde du Loiret

## Le Préfet du Loiret Officier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2212-5;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique abrogeant et remplaçant le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 ;

Vu le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le code de la route, notamment son article R 130-2;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant de cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'avis du directeur régional des finances publiques en date du 22 avril 2015;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la Préfecture du Loiret ;

## **ARRETE**

**Article 1er** :Il est institué auprès de la police rurale de Bellegarde du Loiret une régie de recettes de l'Etat en vue de percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation en application de l'article L2212-5 du code général des collectivités territoriales, ainsi que le produit des consignations prévues par l'article L121-4 du code de la route.

- **Article 2** : Le régisseur, responsable de la police rurale, peut être assisté d'autres agents de la police rurale : un suppléant peut être désigné et éventuellement un ou plusieurs mandataires.
- **Article 3**: Le régisseur, son suppléant et ses mandataires encaissent et reversent les fonds à la trésorerie déterminée explicitement par le directeur régional des finances publiques du département du Loiret. Le régisseur est dispensé de constituer un cautionnement.
- **Article 4** : Le montant de l'encaisse est fixé à trois cents euros (300 €).
- Article 5 : Les recettes peuvent être encaissées en numéraire ou par chèques.
- **Article 6**: Le régisseur est tenu de justifier au comptable assignataire, au minimum une fois par mois, les recettes encaissées par ses soins.
- **Article 7**: M. le secrétaire général de la Préfecture du Loiret et M. le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une copie sera transmise au maire de Bellegarde du Loiret, ainsi qu'au directeur régional des finances publiques.

Fait à Orléans, le 24 avril 2015

Le préfet, pour le préfet, le secrétaire général, signé Hervé JONATHAN

NB: Délais et voies de recours (application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et des articles R421-1 et R421-5 du code de justice administrative).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à Monsieur le Préfet de la Région Centre Val de Loire et du Loiret, Préfet du Loiret, 181 rue de Bourgogne 45042 Orléans Cedex 1 ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau 75800 Paris Cedex 8
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie 45000 Orléans

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré implicite au terme d'un silence de l'Administration pendant deux mois.